

L'INTÉRESSEMENT AUX ENTREPRISES...

Si l'on en croit nos économistes qui gravitent autour du pouvoir, notre économie serait libre, cela signifie ou devrait signifier que chacun de nous, soit seul, soit comme associé, peut produire et ensuite échanger sur un marché ouvert à tous, les fruits de son travail. On dit aussi que notre régime économique est celui de la libre entreprise. Par opposition aux économies totalitaires où toute production et toute distribution émane de l'État.

Mais est-ce bien exact que notre économie soit libre? La vérité oblige à affirmer que cette affirmation n'est en grande partie que théorique. Les économistes quels qu'ils soient sont d'accord pour déclarer qu'elle est dirigée. Le dirigisme est devenu un principe une théorie économique. Cela signifie par exemple que les entreprises sont non seulement tenues de se conformer à des règlements, des coutumes, un code - ce qui après tout est normal, nécessaire - mais, en plus subissent des contraintes des directives impératives émanant des pouvoirs publics, c'est-à-dire l'État.

L'État, au nom d'une politique dite économique impose à la production, à la distribution, même à la consommation, certaines lignes de conduite, des plans que les intéressés ne suivraient pas s'ils étaient vraiment libres. Il existe de ce fait, soit une opposition soit un accord, disons, entre les Pouvoirs publics et les entreprises: l'accord entraîne de la part de ceux-ci une protection, une aide. Pour justifier cette attitude l'État dit qu'il défend l'intérêt général, ce qui l'oblige parfois, prétend-il, à sévir contre certaines ententes ou coalitions économiques qui travaillent pour des intérêts particuliers et nuisent à l'intérêt général.

Cette intervention de l'État dans l'économie prend des formes très diverses: ayant la haute main sur la banque d'émission et les grandes banques il intervient souverainement dans les investissements et l'emploi des crédits; par le contrôle des changes, le maniement des barrières douanières, des tarifs fiscaux, il agit sur le commerce extérieur; à l'intérieur, il stocke, subventionne, autorise ici, défend là, etc..., etc..., et comme le chien qui court après sa queue, il croit réaliser un équilibre économique qu'il baptise tantôt stabilisation dans l'expansion tantôt expansion dans la stabilité. Au moment où j'écris, il met au point un plan de quatre ans dont nous aurons certainement l'occasion de parler. Mais son intervention la plus spectaculaire, parce qu'elle affecte directement, dans l'immédiat, le sort de millions de travailleurs, c'est son dirigisme des salaires car, dans ce domaine, il décide comme législateur et comme patron. Entre autres projets il sera question de l'intéressement des salariés aux entreprises publiques ou privées. C'est la tarte à la crème des princes qui sont au pouvoir. Ils croient par là régler les conflits entre employeurs et employés et en même temps toute la question sociale. Voyons cela de près.

Pour bien comprendre la question, il faut aller, comme on dit, sur les lieux et raisonner sur la marche d'une entreprise. Chacun sait que le but d'une entreprise individuelle ou collective, c'est de gagner de l'argent. Chaque année l'entreprise établit un bilan: d'un côté l'actif, de l'autre le passif. La différence constitue les bénéfices ou profits. Que deviennent ces profits? Où vont-ils? Qui les empochent? Qu'on réponde à ces trois questions, comme on voudra, trois parties sont ou peuvent être prenantes: a- les patrons, les propriétaires de l'entreprise; b- les salariés, c'est-à-dire les ouvriers les cadres les directeurs; c- les clients, acheteurs des produits fabriqués par l'entreprise c'est-à-dire les consommateurs.

Depuis toujours, on peut dire que les profits sont considérés comme propriété exclusive des entreprises; pour la presque unanimité de l'opinion publique, il est même impensable qu'il puisse en être autrement. Et cependant c'est une erreur. C'est au nom de ce faux principe que cette même opinion publique reconnaît que les salariés qui sont pour une grande part dans la production du profit, devraient être partie prenante au même titre que les patrons ou autres possédants dans la répartition de ce profit. De là les projets qui tendent à intéresser les salariés à la vie des entreprises. Les partisans de cette thèse ne sont pas tous d'accord sur les diverses formes que pourrait prendre l'intéressement, mais ils croient à la vertu d'une telle réforme: attachement du travailleur à son entreprise, plus de zèle et de conscience dans le travail et surtout moins de conflits sociaux entre patrons et salariés.

Pourquoi les salariés, dans l'ensemble boudent-ils devant cette offre du patronat et de l'État. A mon sens la raison essentielle qui est tout en leur honneur, vient de leur instinct de classe né d'une expérience vieille comme le monde. Le patron ou l'État donnera bien aux salariés la part convenue dans le partage des bénéfices, mais il en tiendra compte lorsqu'il s'agira de fixer le taux des salaires. Alors le «*Smig*» sera toujours le «*smig*», un salaire de misère, et l'éventail hiérarchique toujours aussi scandaleux.

Mais ce qui est grave pour les travailleurs, c'est que leur opposition ne procède pas de leur véritable intérêt qui va bien plus loin qu'une question de rémunération. Ils accepteraient très bien une part des profits s'ils avaient la certitude qu'elle s'ajoute leurs salaires. Ils ne sont donc pas contre le partage des profits. Comme je l'ai affirmé plus haut, c'est là qu'est leur erreur: en pensant ainsi ils montrent qu'ils sont aussi capitalistes - au sens habituel du mot - que leurs patrons et les dirigeants du moment. La preuve c'est qu'ils acceptent bien les primes à la productivité et même qu'ils les réclament et les inscrivent dans cahiers de revendications. Il va de soi qu'il s'agit, ici, de productivité due au progrès technique et non pas à une intensité des normes du travail.

Cette erreur commune au patronat, au salariat et à pas mal d'économistes fort distingués peut être qualifiée d'hérésie économique; elle est à la source de certaines contradictions économiques. J'y ai fait allusion souvent dans certaines de mes études antérieures. J'en résume l'essentiel dans les lignes qui suivent: il est impossible d'écouler les surplus de production dus au seul progrès technique (productivité, automatisation), sans baisse de prix visant ces nouveaux produits; baisse de prix au sens absolu du terme. Si cette augmentation s'écoule aux prix anciens, c'est à la place d'autres produits qui eux ne s'écouleront pas et constitueront des invendus ou bien ce sera grâce au crédit ou toute autre forme de paiement qui est l'inflation. Sans baisse de prix, le progrès technique manque son but, il n'apporte aucun enrichissement quantitatif dans l'économie générale. Ce qui explique la contradiction: plus l'économie est capable de produire plus la pauvreté relative augmente en même temps que la richesse des riches.

Sans entrer dans de plus longues explications, ce qui n'est pas le but de cette étude, voici la conduite pratique que recommande le vieux militant qui signe ces lignes: autant que faire se peut les salariés doivent exiger de leurs entreprises que la plus grande soit consacrée à la baisse des prix de vente, même si la demande est supérieure à l'offre. De cette manière, ce sont les consommateurs qui profitent des progrès de l'économie, c'est-à-dire tout le monde, les salariés comme les autres. Cette pratique a une grande vertu révolutionnaire, elle socialise les profits qui, en fait, sont un don des forces naturelles et ainsi enrichit l'économie sans porter tort à aucun producteur. Elle vaut certainement mieux que l'intéressement qui n'est qu'un leurre ou une tentative de corruption des salariés.

Jean FONTAINE.
